

# LE CHAT DÉCHAINÉ

Organe de la Fédération Libertaire des Montagnes



**NI OBÉIR,  
NI COMMANDER**



## Se montrer digne de la fonction parlementaire. Ou pourquoi la gauche radicale part perdante dans le jeu institutionnel

Mathilde Marendaz, députée vaudoise et membre de Solidarité & Écologie, s'est rendue à la contre-expertise démocratique organisée par les Grondements des Terres à Vufflens-la-Ville pour mettre en lumière un projet de la très peu recommandable entreprise Orlatti. Orlatti, qui se joue tellement des lois que même le camp bourgeois commence à s'énerver, envisageait de construire une gravière qui aurait des effets désastreux sur la vie de la rivière attenante. Les autorités ont depuis annoncé que le projet ne serait pas réalisé.

La députée a posté sur Instagram une photo où elle tient une pancarte qui s'en prend à Orlatti. Un non-événement ? C'était sur compter sur Xavier Fernandez, journaliste à 20 Minutes, qui a remarqué un minuscule ACAB (*All Cops Are Bastards* – tous les flics sont des salauds) sur la pancarte. S'est ensuivi une série d'articles dégueulasses, de nombreuses condamnations venant de la droite mais aussi de la présidente verte du Grand Conseil, et des soutiens bien trop rares (outre Ensemble à Gauche, la Jeunesse socialiste, les Jeunes Vert·e·s, les Jeunes POP, le collectif Kiboko, la Grève féministe et la Grève du Climat ont apporté publiquement leur soutien à Mathilde Marendaz).

Une critique – ou plutôt une attaque violente – est revenue à plusieurs reprises : la députée devrait s'excuser, voire démissionner, car les élu·e·s devraient respecter les institutions et car sa position (pourtant extrêmement molle ; elle a joué l'apaisement tout en appelant quand même à manifester pour Mike Ben Peter, tué par la police) serait indigne de la fonction de parlementaire<sup>1</sup>.

C'est cette idée qui nous intéresse ici.

Dans le cadre de nos luttes anti-capitalistes, anti-patriarcales, pour le droit au logement, pour la défense des personnes migrantes, contre le réchauffement climatique ou contre l'effondrement écologique, nous sommes sans cesse soumis·es à l'injonction de nous faire élire pour changer les choses. Et cette injonction provient tant de nos ennemi·e·s politiques que de la gauche libérale ou socialiste réformiste (qui comporte certes aussi des ennemi·e·s politiques). Le discours est bien rôdé : en démocratie, on change les choses pacifiquement en se servant des institutions officielles.

Funeste illusion.

(Suite pp. 4-6)

**Dans ce numéro :** *Se montrer digne de la fonction parlementaire — RIA 2023 — 1<sup>er</sup> Mai : un joli Black Locle — Un automne chargé — Grève féministe : énorme succès (et répression) — Brèves — 43m<sup>2</sup> à Vidy : un discours — Ce qu'on se prend sur la gueule — Dogmatisme, puritanisme, ordre moral — Les résolutions de 1872 — Hommage à trois internationalistes — La chorale révolutionnaire de Neuchâtel*

# La Fédération Libertaire des Montagnes

La FLM regroupe des militant·es anarchistes de multiples tendances, habitant les cantons de Neuchâtel, du Jura et de Berne.

La FLM se veut pluraliste. Nous rejetons le dogmatisme et l'esprit de chapelle. Personne ne détient La Vérité. La multiplicité des réponses est un facteur indispensable à la survie et au développement. Une stratégie efficace à une certaine époque peut s'avérer inutile à un autre moment ou produire des effets pervers.

La FLM est fédérée au niveau francophone à la Fédération Anarchiste (FA). Les adhérent·es de la FLM sont donc automatiquement membres de la FA, à moins qu'ils ne signalent leur volonté de ne pas y être associé·es.

## Luttes et créations sociales

La FLM agit avec la population et non à sa place, c'est pour cette raison que nous ne nous présentons pas aux élections. Par notre caractère autogestionnaire nous participons et mettons en place dès aujourd'hui des structures permettant de défendre et d'établir des rapports sociaux libertaires, égalitaire, autogestionnaires, solidaires, pluralistes et coopératifs.

Si nous luttons pour une société différente, notre action ne se limite pas à préparer un changement fondamental de notre système social et économique, nous agissons pour promouvoir, ici, maintenant et au quotidien une amélioration égalitaire des conditions de vie de toutes et de tous.

Nous défendons la diversité des stratégies, quand elles ne s'opposent pas, car nous pensons, que les différentes actions sociales sont complémentaires et nous enrichissent.

Il n'y aura pas de changements sociaux défendables et durables sans une évolution dans les esprits par la pratique autogestionnaire et démocratique des luttes sociales, des mouvements associatifs et d'entreprises alternatives et coopératives. Il appartient donc aux syndicats et aux diverses associations et sociétés d'inspiration socialiste (au sens large) et/ou environnementale de créer une culture sociale empreinte de liberté, de solidarité et de coopération pour s'opposer à la concurrence, aux dominations de classe et de genre, au racisme, au validisme et à toute forme d'oppression.

La FLM, soutient les luttes des classes dominées, les luttes environnementales et celles pour les droits humains. Elle organise des manifestations, actions, conférences et autres événements et diffuse les théories anarchistes, notamment sous forme de brochures, d'affiches, d'autocollants et de bulletins.

## **Le Chat déchaîné, « publication anarchiste sur supports divers et à périodicité variable »**

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux formats et sous-titres changeants et à la périodicité aléatoire. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur [wiki-libertaire.ch](http://wiki-libertaire.ch)), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !

## Suivre les luttes

Nous recommandons chaudement la consultation du site [renverse.co](http://renverse.co), qui réunit agenda, analyses, infos locales, infos d'ailleurs. Un outil précieux pour les luttes en Suisse romande !

Pour ceux qui comprennent l'allemand, [barrikade.info](http://barrikade.info) remplit le même rôle en Suisse alémanique.

Le site [serhildan.org](http://serhildan.org), quant à lui, publie des textes émanant du réseau Serhildan, réseau francophone de soutien à la révolution au Rojava/Syrie du Nord-Est, ainsi que des traductions de camarades sur place.

---

**Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)**  
**Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds**

Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes

Instagram : [flm.montagnes](https://www.instagram.com/flm.montagnes)

Twitter : [flm\\_montagnes](https://twitter.com/flm_montagnes)

[flm@espacenoir.ch](mailto:flm@espacenoir.ch)

Pour nous soutenir :

**CCP 12-419903-8**

**IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8**



---

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

---

## Rencontres Internationales Antitautoritaires (RIA) – 19 - 23 juillet

En juillet 2023, nous nous réunissons pour commémorer le Congrès de Saint-Imier de 1872. Organisé à l'appel de la Fédération jurassienne, ce congrès réunissant des délégués de six pays a réaffirmé le principe fédéraliste au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), en réaction à la centralisation défendue par Marx et Engels. Ultime tentative de réaffirmer l'unité du mouvement ouvrier, cette Internationale dite anti-autoritaire survivra quelques années à l'AIT officielle, avant de s'éteindre progressivement et de laisser la place à un courant anarchiste spécifique et organisé. C'est ce qui a été célébré par des milliers d'anarchistes en 2012, et qui est célébré à nouveau cette année.

Une phrase d'une résolution adoptée résonne particulièrement, alors que la plupart des partis

socialistes ont abandonné la lutte contre l'État, et même la critique de celui-ci :

« [T]oute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction [du pouvoir politique] ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ».

**Programme** des RIA 2023 :  
[anarchy2023.org](http://anarchy2023.org)

## Se montrer digne de la fonction parlementaire. Ou pourquoi la gauche radicale part perdante dans le jeu institutionnel

(suite de la p. 1)

Lorsque l'on se retrouve sur les bancs des parlements, on se retrouve dans une posture bien particulière. Alors que l'on voulait porter une position socialiste, anticapitaliste et anti-étatique (ou au moins critique face à l'État) et, fort heureusement, de plus en plus souvent anti-patriarcale, on se retrouve à devoir prêter un serment qui, si on le respecte à la lettre, nous empêche de nous attaquer aux institutions en place. Si l'on est député·e, l'attente n'est en fait pas qu'on défende le programme de son parti ou de quelconques promesses électorales, mais avant tout qu'on participe aux institutions et que l'on se montre solidaire avec le soi-disant état de droit, avec le fonctionnement du parlement, avec la soi-disant séparation des pouvoirs... et avec la police ! C'est logique : la police est le bras armé de l'État.

Si l'on s'en prend à elle, on mine tout le système. Et donc on est indigne d'y participer – et tant pis pour les promesses de campagne ou la volonté des électeurices. Les élu·e·s se retrouvent donc serviteurs de l'État, ce qui rend presque impossible de porter un discours visant à son abolition.

Cette idée que les député·e·s devraient être dignes de leur fonction est également intéressante car elle est très étendue et recouvre l'habillement (il faut porter une cravate au Conseil des États, de nombreuses femmes sont sommées de « mieux » s'habiller à tous les échelons), la politesse, le respect des institutions... Des choses qu'on n'attend pas forcément du premier venu. Mais c'est que les élu·e·s ne sont pas censé·e·s représenter la population au sens statistique du terme. Au contraire, le principe électif – tenu pour aristocratique durant la majeure partie de l'Histoire européenne – vise à choisir des individus qui se *distinguent* de la masse. Impensable donc de porter un T-shirt à l'Assemblée fédérale, fût-ce pour représenter des électeurices qui ne portent jamais de chemise et encore moins de costard.

Tout est fait dans l'arène parlementaire pour éviter que des trouble-fête viennent changer les règles du jeu dans son ensemble. Autrement dit, le système politique en place ne permet structurellement pas de le dépasser en respectant les principes formels. Si l'on porte un programme socialiste, il est illusoire de croire que l'on pourra l'appliquer en se contenant des instruments de l'État – qu'il soit d'ailleurs féodal, bourgeois ou soi-disant populaire, socialiste ou ouvrier.

Mais ça ne s'arrête pas là. Car la droite, elle, se joue sans cesse des règles.

Toujours au Grand Conseil vaudois, une autre députée Ensemble à Gauche a invité la droite à faire le ménage chez elle plutôt que de demander de critiquer d'ancien·nes zadistes. Elodie Lopez a dénoncé des propos sexistes et graveleux du député PLR Jean-Luc Bezençon, et a appelé à



respecter une directive récemment adoptée contre le sexisme au parlement. Les élu·es de droite ont refusé de poursuivre les débats – bloquant l’institution parlementaire – et ont à nouveau exigé des excuses. Mais quelques jours plus tard, le député Bezençon s’excusait pour son comportement.

Le Parti socialiste et les Vert·e·s ont très justement fait remarquer que sur cette question comme sur bien d’autres, le respect des institutions et l’appel permanent au dialogue que la droite défend ardemment ne comptent plus vraiment dès que des élu·e·s de droite sont en position d’infériorité ou de tort. Mais ce constat et cette dénonciation ne suffisent pas.

Les élu·e·s de droite (et beaucoup trop d’élue·e·s de gauche) se voient comme des serviteurs de l’État. Mais ces gens ne défendent pas inconditionnellement tous les processus étatiques, toutes les lois ou toutes les institutions. Alors que la droite s’emporte contre la députée Marendaz au nom du respect des institutions, et que l’association des gendarmes annonce vouloir porter plainte (les motifs semblent irrecevables), la même droite ne s’emporte pas autant contre Jean-Luc Addor, élu UDC condamné pour violation de la norme pénale antiraciste.

C’est qu’au travers de l’État, les élu·e·s et activistes de droite, même les plus soumis·e·s aux logiques bureaucratiques, défendent des intérêts particuliers, notamment de classe, souvent aussi de genre et de race ou d’ethnicité, et notamment pour l’UDC, des intérêts religieux.

C’est pour cela que les déviations de gauche au parlement sont beaucoup plus attaquées que les déviations de droite : critiquer la police ou rappeler que la démocratie suisse est finalement loin d’être idéale, ça revient à vouloir renverser l’ordre établi. Violenter la norme pénale antiraciste, enfreindre un règlement visant à bannir le sexisme au sein du parlement ou même piloter secrètement et avec force mensonges la fusion de deux banques privées, ça enfreint le droit bourgeois ou le pousse dans ses retranchements, mais ça n’attende pas aux intérêts de classe défendus

par le camp bourgeois. Lorsque la droite s’attaque à des institutions étatiques, c’est pour défendre des intérêts particuliers, et sans jamais (au moins pour la droite parlementaire) s’attaquer à l’État en lui-même.

Il est vrai que l’UDC et le PLR ne se jouent pas des règles de la même manière : l’UDC assume une politique de rupture (même si dans les faits ce parti d’extrême-droite ne veut pas rompre avec l’État, mais avec l’État social et avec les droits humains), parle des problèmes de fond (en mentant et en alimentant des paniques morales réactionnaires) et critique les institutions (tout en dénonçant la gauche qui menacerait les institutions) ; le PLR se retranche derrière des arguments bureaucratiques, technocratiques et un sois-disant sens des responsabilités. Mais les deux – et le reste de la droite – sont largement prêts à renier leurs grands principes de respect de l’État et de ses institutions pour défendre leur programme. Historiquement, y compris en Suisse, cette logique a mené à faire donner la troupe contre des grévistes, à s’investir dans des coups d’État contre des gouvernements de gauche et à soutenir des mouvances fascistes en espérant pouvoir les contrôler (et aussi car la gauche menace les intérêts des capitalistes, alors que les fascistes ne menacent « que » les droits humains).

La gauche radicale, socialiste ou socialisante, part donc doublement perdante. D’abord parce que si elle respecte les règles, elle est structurellement désavantagée. Ensuite parce que la gauche suisse est largement pourrie par des logiques de compromis, alors que la droite se fiche bien de nos arguments rationnels et de la recherche d’un terrain d’entente (à part peut-être quand elle craint de perdre en cas de référendum).

Au-delà de la question de la « dignité » de la fonction de parlementaire, non seulement les règles du parlementarisme ne permettent structurellement pas de porter un programme socialiste, mais il est de plus naïf de croire que le camp bourgeois respectera ses règles en cas d’avancées massives de la gauche.

En tant qu'anarchistes, nous estimons que la prise de contrôle de l'État – ou, s'il plaît mieux à certain·e·s marxistes de présenter les choses ainsi, la fondation d'un État ouvrier, populaire ou socialiste – ne pourra pas nous mener au socialisme sous quelque forme que ce soit. Si nous saluons les luttes portées dans et hors les parlements par Mathilde Marendaz et Elodie Lopez, nous mettons en garde contre le poids des institutions qui nous empêchent de porter un programme d'opposition conséquent dans les arènes électorales, et nous nous opposons vivement à la participation aux exécutifs, qu'ils soient bourgeois ou soi-disant prolétariens. Nos efforts doivent se porter avant tout sur les luttes extra-parlementaires, sur les luttes des chômeuses, sur les luttes syndicales, sur les ZAD, sur les squats, sur les espaces autogérés, sur les zones d'autonomie temporaire, sur les coopératives, en bref sur toutes les luttes qui nous autonomisent par rapport au Capital et à l'État.

## 1<sup>er</sup> Mai : un joli Black Locle

« La retraite, on s'en fout, on veut plus bosser du tout » ou « sabotage et expropriation, c'est ça, c'est ça, c'est ça la solution » : les mots d'ordre offensifs et de refus du travail ont résonné dans les rues du Locle, sous de nombreux drapeaux noirs. Pas mal de monde avait répondu à l'appel pour un Black Locle, et les cagoules n'étaient pas rares dans le cortège. Joli succès pour ce 1<sup>er</sup> Mai des Montagnes neuchâteloises, avec nourriture,

Ne laissons pas l'État et le Capital dicter nos agendas. Refusons de nous soumettre à l'injonction de respectabilité bourgeoise. Nous ne devons rien, si ce n'est peut-être un minimum de décence humaine, à nos ennemi·e·s politiques. La droite ne s'embarrasse pas d'exemplarité. Renversons-la, et avec elle tout l'État et le capitalisme.

1 Séverine Évéquoz, présidente verte du Grand Conseil : « Quand on est député, le respect des institutions et des employés de l'État, c'est la base. Je ne pourrai donc que suggérer à cette élue de ne pas avoir recours à ce genre de publication. » Marlène Bérard, candidate PLR aux élections fédérales : « Cette publication est inacceptable ! Je suis choquée qu'une élue, qui a un devoir d'exemplarité, se permette ce type de publication. Si elle a des choses à dire, elle a à sa disposition d'autres moyens de le faire. À mon sens, elle devrait démissionner ou au minimum présenter des excuses publiques. »

**Voir aussi :** « Aux camarades qui veulent se faire élire », *Le Chat déchaîné*, avril-mai 2023

stands (FLM, Grève du Climat, Unia, SSP, comité kurde, PS, POP, solidaritéS, Grève féministe), musique et surtout un défilé énergique et bien fourni. En 2024, ce sera à La Chaux-de-Fonds. Préparez déjà vos drapeaux noirs.

À Neuchâtel aussi, le cortège a été plus grand que d'habitude. La table ronde sur l'engagement militant a été une réussite.

## Un automne chargé

**15 septembre :** mobilisation de la Grève du Climat dans le cadre d'une journée internationale de grève étudiante de Fridays for Future.

**16 septembre :** manifestation de l'Union Syndicale Suisse à Berne pour les salaires.

**30 septembre :** manifestation de l'Alliance climatique à Berne. Une occasion d'y faire entendre des mots d'ordre anticapitalistes ?

**27 octobre :** journée d'action de la Grève pour l'Avenir, censée annoncer des mobilisations et, espérons-le, des grèves les 22 et 23 mars 2024.

**24 novembre :** Black Freeday, le marché gratuit revient à Neuchâtel.

## Grève féministe : énorme succès (et répression)



se sont mobilisées sur leur lieu de travail. Tout cela malgré (ou grâce à?) une clarification et une radicalisation des revendications des coordinations romande et nationale de la Grève féministe, malgré une propagande pro-patronale et anti-féministe intense, et malgré, aussi, une répression étatique.

Dans le canton de Neuchâtel, la journée a été un large succès, et les mobilisations ont été importantes dans l'industrie et les soins, ainsi que dans la rue. Les animations dans les rues de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds ont été très suivies. La manifestation à Neuchâtel a été massive, animée, musicale, rageuse. Elle a été suivie de discours de grévistes et de femmes mobilisées sur leurs lieux de travail, de la Grève féministe, des syndicats, de la Grève du Climat, des Foulards violets ou encore du collectif Au Bûcher. Les thèmes queers, antiracistes et environnementaux ont été mis en avant, de même qu'une vision anticapitaliste et antiproductiviste du féminisme.

En plus des arrêts de travail (très peu de « grosses » grèves en Suisse ce 14 juin, mais de très nombreux débrayages, des pauses parfois fortement prolongées, une productivité en baisse pour s'adonner à des actions politiques...), les manifestantes à Neuchâtel ont également assumé leur autonomie vis-à-vis de l'ordre établi en descendant l'avenue de la Gare, alors que les autorités voulaient nous faire passer par la ruelle Vaucher, une venelle non seulement presque invisible mais aussi dangereuse en cas de mouvement

de foule. Si cette manifestation très vaguement sauvage n'est pas encore un acte révolutionnaire, le fait de refuser les manifs-trottoirs est un très bon signal. Un événement anodin?

C'était sans compter sur Nicole Baur, conseillère communale verte. Vexée que les manifestantes outrepassent les consignes des autorités, elle a quitté la manifestation. Le Conseil communal (exécutif) de la Ville a ensuite porté plainte contre l'organisatrice officielle de la manifestation. Nous lui adressons tout notre soutien, et attendons (sans trop d'espoir) que les Vert·es et le PS rappellent leurs élu·es à l'ordre et condamnent fermement cette plainte – même si elle a été abandonnée... car l'« infraction » est poursuivie d'office. Comme nous n'avons que très peu d'espoir que des élu·es réformistes ou ayant sombré dans le social-libéralisme cessent d'avoir une mentalité de flic, nous appelons surtout à s'organiser, dans les collectifs féministes, les syndicats, les groupes anarchistes etc., en s'affranchissant de la soi-disant dignité de la fonction d'élu·e (voir l'article « Se montrer digne de la fonction parlementaire » dans le présent numéro) et des ordres des flics et des autorités.

Merci aux organisatrices et à toutes les personnes qui ont participé à faire de ce 14 juin un succès. La lutte continue !

**À Neuchâtel**, pour ce 14 juin comme pour la plupart des manifestations politiques, des difficultés (et des menaces d'amendes gigantesques) sont faites au prétexte que TransN, compagnie de transports pourtant à 100 % en mains publiques, serait réticente à laisser un défilé perturber le trafic des bus. Une situation bien pratique pour les autorités: les flics et l'exécutif se retranchent derrière l'avis de TransN, et TransN peut faire valoir qu'elle est en mains publiques et que les autorités ne disent rien. Peut-être serait-il temps de renoncer à demander des autorisations pour nos manifestations, si de toute manière on nous fait passer par des ruelles piétonnes et des trottoirs.

**À Zurich**, comme à son habitude (!), la police a violemment attaqué la manifestation du 14 juin. La police n'est pas et ne sera jamais de notre côté.

## Brèves

*Zurich, 1er mai* : une personne qui manifestait a été éborgnée par la police.

---

*Berne, 13 mai* : un rassemblement en hommage à Dmitriy Petrov (Dima), anarchiste russe tombé dans la lutte contre l'impérialisme poutinien, à l'Irlandais Finbar Cafferkey et à l'Américain Andrew Cooper s'est tenu près de la tombe de Bakounine.

---

*La Sarraz, 18 au 21 mai* : joli succès pour les Dissidentes, week-end d'écologie radicale organisé par Contre-Attaque & Autonomie. Écologisme, internationalisme, féminisme, antiracisme, luttes queers, luttes anti-validistes, tables rondes, conférences, concerts, bouffe végane, ateliers, lectures, infokiosque, bouquins, radio... Quatre jours bien remplis, et un bel enthousiasme!

---

*Neuchâtel, 23 mai* : deuxième manif étudiante contre la hausse des taxes d'études voulue par le Conseil d'État et une partie de la droite.

---

*Genève, 23 mai* : les autorités communales ont interdit une exposition du Secours Rouge et de Samidoun sur les affiches de Marc Rudin, révolutionnaire suisse qui a créé des affiches pour le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

---

*Allemagne, 24 mai* : vague de perquisitions contre les écolos de Letzte Generation (Dernière Génération). Les flics étaient cagoulés et lourdement équipés. Des moyens de l'anti-terrorisme ont été déployés. La répression contre le mouvement écologiste se durcit.

---

*Allemagne, 31 mai* : Lina, antifasciste allemande, a pris 5 ans et 3 mois de prison, d'autres camarades ont pris entre 2 ans et 5 mois et 3 ans et 3 mois. L'État bourgeois, inefficace contre les

mouvements néo-nazis et souvent complaisant face à une extrême-droite fascisante en hausse, fait clairement le choix de criminaliser les antifascistes.

---

*France, 5 juin* : vague de perquisitions et d'arrestations contre des activistes accusé·es de s'en être pris à des installations de Lafarge-Holcim.

---

*Genève, 8 juin* : Jérémy, militant écolo, est enfin sorti de prison après environ trois mois en préventive. Une jolie manif avait eu lieu le 2 juin. Victoire d'étape, mais l'acharnement policier et judiciaire contre lui continue.

---

*Berne, 13 juin* : des camarades ont perturbé le repas de néo-nazis de la Junge Tat et de leurs potes de France et d'Allemagne ainsi que de « féministes identitaires » de Nemesis dans un restaurant. Pas de fachos dans nos quartiers.

---

*Lausanne, 14 juin* : au troisième jour du procès de six flics qui ont tué Mike Ben Peter en 2018, un gendarme chargé de la sécurité du tribunal portait une *thin blue line* (fine ligne bleue), emblème de solidarité entre les forces de l'ordre, mais aussi et surtout symbole utilisé par l'extrême-droite aux États-Unis, en France et dans de nombreux pays. Quelques jours plus tôt, la RTS diffusait la photo d'un keuf pouce levé devant un graffiti en hommage à Mike. Le 3 juin, une manif bien énergique avait eu lieu. Les meurtriers ont été acquittés.

---

*Syrie/Rojava, 15 juin* : début d'une série d'attaque de drones meurtrières par l'armée turque.

---

*Lausanne, 18 juin* : occupation de la cathédrale pour demander un moratoire sur les renvois forcés dans le cadre de la politique d'asile.



Lausanne, 19 juin : le collectif 43 m<sup>2</sup> occupait le Théâtre de Vidy pour loger des sans-abris. La Municipalité de « gauche » a décidé d'envoyer la police et d'expulser l'hébergement d'urgence.

—

Berne, 21 juin : Alain Berset a annoncé sa démission du Conseil fédéral. Bon débarras.

—

France, 21 juin : le gouvernement a entamé une procédure de dissolution contre les Soulèvements de la Terre.

Suisse, 21 juin : les initiatives anti-avortement de l'UDC n'ont pas abouti.

—

Bélarus, 22 juin : l'ABC Belarus a annoncé que Nasta Lojka avait été condamnée à 7 ans de prison. Son crime ? Un rapport qui décrit les violations des droits des anarchistes par la police.

—

France, 27 juin : un flic a assassiné un jeune de 17 ans à Nanterre. Motif officiel ? Refus d'obtempérer. ACAB.



## 43m<sup>2</sup> à Vidy : un discours

Alors que la Municipalité (3 PS, 2 Vertes, 1 POP, 1 PLR) et ses flics ont viré un hébergement d'urgence pour sans-abris au Théâtre de Vidy à Lausanne (voir « Brèves » ci-dessus), la troupe du « Spectacle de merde », d'un soutien sans faille, (tout comme de nombreuses personnes qui travaillent au théâtre) a permis au collectif 43m<sup>2</sup> de prononcer un discours devant les spectateurices, chaque soir :

Lundi matin, un hébergement d'urgence et un accueil de jour fonctionnels qui devait accueillir 40 personnes a été monté en moins d'une heure, à 10 mètres d'ici, au sein du Théâtre de Vidy.

Une cinquantaine de personnes militantes étaient là pour assurer le montage de l'hébergement. Logistiquement, c'était une réussite !

Dans le foyer du théâtre, on avait installé 40 lits entourés de séparations pour créer des petits cocons d'intimité précaire. A l'extérieur, on avait

monté un camp, avec une tente pour la cuisine. Il y avait aussi deux autres tentes pour faire des salons avec des canapés, des jouets pour enfants, une imprimante, dont une était dédiée aux femmes, aux personnes non-binaires et aux personnes trans.

On avait prévu un planning de shifts pour deux semaines assurant l'accueil et la maintenance au sein de l'hébergement 24h/24h. Tout était déjà prêt, assuré par une soixantaine de personnes.

Bref, on était prêt.ex pour revivre ce qu'on avait réussi aux jardins de l'HETSL l'année dernière, mais au bout de deux heures, plus de 70 policiers étaient aux portes du théâtre, avec la menace d'expulser le collectif, de séquestrer le matériel et de réduire à néant les efforts mobilisé pour offrir une bouffée d'air aux personnes qui vivent la rue.

43m<sup>2</sup>, c'est le nom de notre collectif. 43m<sup>2</sup> c'est la surface moyenne par habitant dans le canton de Vaud. 43m<sup>2</sup>...mais 43m<sup>2</sup> pour qui ?

Une moyenne, entre les deux extrêmes. Certain avec bien plus, d'autre avec rien.

Ici, dans le Canton de Vaud, il y a des personnes qui vivent à la rue: 0m<sup>2</sup> .

0m<sup>2</sup> pour dormir, mais aussi pour se poser, respirer, pour se doucher, pour cuisiner, pour faire sa lessive, pour avoir des affaires et les poser. Pour pas tout avoir sur son dos en permanence. Pour pas vivre le stigma qui se colle à la peau sous ce lourd sac à dos.

0m<sup>2</sup> pour se mettre à l'abri du constant harcèlement policier : "vous avez des papiers ?" "vous avez pas le droit de dormir ici !" "vous avez pas le droit de vous poser ici" "ouvrez votre sac" "qu'est-ce que vous faites ici" ?

Franchement?

Franchement, par applaudissement, vous trouvez ça normal vous, que dans un des pays les plus riche du monde on ose dire qu'il n'y a pas suffisamment d'argent pour assurer un toit à tout le monde ?

Vous trouvez ça normal, qu'en plus de rien assurer à ces personnes, on les harcèle parce qu'elles sont constamment indésirables, où qu'elles aillent ?

Notre collectif se mobilise depuis plus d'une année pour faire une pression politique sur le Canton de Vaud et toutes les communes qu'il englobe en faisant des actions qui sont à la fois concrètes et utiles (hébergement et accueil), à la fois symboliques et politiques.

Notre collectif c'est créé suite au constat d'échec du dispositif cantonal d'hébergement d'urgence.

Un système en faillite, tant les moyens manquent. Un système dans lequel il manque constamment des places, ou le réseau associatif qui prend le relai s'épuise, tant financièrement que structurellement.

Un dispositif dans lequel, plus de 3124 refus ont été enregistré depuis le 1er janvier 2023, rien que sur Lausanne.

Et puis, malgré le fait qu'il manque continuellement des places, les subventions cantonales ne permettent pas à toutes les structures de tourner, et certaines ferment au printemps, comme si le seul problème de la rue, c'était le froid.

Franchement ?

Vous ne trouvez pas qu'il s'agit d'une hypocrisie crasse ?

Vous ne trouvez pas que ça donne l'impression qu'on essaie juste d'invisibiliser les morts de la rue ?

Ah, trouver une personne morte au petit matin d'un mois de décembre c'est crade. ça fait pas très propre. C'est pas très suisse ça.

Mais tant que les personnes meurent à petit feu, de toutes les maladies qu'on choppe et qu'on ne peut pas vraiment soigner parce qu'on est en dehors du filet social, ça, ça va.

ça, ça va ?

Franchement?

Au 1<sup>er</sup> mai, le Répit, seule structure d'accueil nocturne qui a un accueil inconditionnel, c'est à dire un accueil où tout le monde peut venir, pas besoin d'avoir les bons papiers, d'être né au bon endroit ou d'avoir reçu une autorisation d'un bureau administratif pour réserver sa place, a fermé définitivement.

Cette fermeture a eu lieu suite à de nombreuses sonnettes d'alarmes lancées auprès des autorités. Chaque soir, le nombre de personnes accueillies avait augmenté cet hiver, jusqu'à atteindre un seuil de 150 personnes. Dans un mini-local. Cette saturation, ça rendait l'accueil digne des personnes impossible et ça a mis l'équipe professionnelle dans une situation impossible, une situa-

tion d'épuisement. Et puis les voisins se plaignaient, on l'a lu dans les journaux.

Ahhh ben oui, c'est embêtant ça, les gens qui font du bruit parce qu'ils vivent la misère. ça dérange. On fait pas de bruit en Suisse.

Bref, la fondation qui portait le projet a jeté l'éponge. Nous on ne jette pas la pierre.

Ces conditions étaient intenables. Des lieux comme ça, il en faudrait plus qu'un. Il en faudrait dans chaque grande commune, pour que les structures soient petites, accueillante et chaleureuses.

Le budget de cette structure était de 800'000chf par année.

Admettons que les 306 communes vaudoises participent...il faudrait qu'elles déboursent....mmmmh environ 2600chf par année pour couvrir ces coûts.

2600chf/année pour une commune, même une toute petite, selon vous, par applaudissement, ce serait jouable non ?

Imaginons maintenant que pour couvrir les besoins, il faudrait environ doubler ça.

ça ferait, quoi, 5200chf. Toujours des peanuts, on est d'accord, non ?

Maintenant, soyons fou. Imaginons qu'on pérenniserait tout le dispositif lausannois à l'année.

ET qu'on le doublerait. Moins de 7000chf par commune par année...

Traitez nous de naïfs, de personnes qui ne comprennent rien à comment le dispositif politique fonctionne, de punkos socialogauchistes, dites-nous qu'on a une vision étriquée et qu'on ne connaît pas la démocratie, qu'il faudrait faire des initiatives, des pétitions, s'engager dans des partis....

C'est ce que nous disent certains.

Nous, ce qu'on dit c'est que la démocratie, ça ne se passe pas que dans les urnes. Que les mouvements sociaux et que les actions directes ont toujours été, et seront probablement toujours le moteur des changements.

Les lois ne sont qu'une construction sociale, qu'un cadre de pensée qu'on se fixe collectivement et que pour faire changer ces lois, les racines du changement ne naissent pas dans les urnes.

Les urnes, c'est le processus final. Au début, il y a le mouvement, la confrontation, le grondement.

Sinon on obtient pas les urnes....demandez aux suffragettes.

Bref, c'est pour ça que nous, on pratique l'action directe. Bien sûr que cette occupation, n'aurait jamais été une solution pérenne. Mais une petite trêve pour les personnes concernées, et une magnifique plateforme pour rendre concret cette réalité.

On en parle au passé, parce que, bien qu'on avait tout monté et tout prévu, notre présence a dérangé.

C'est pas suffisant de ne pas régler le problème, il faudrait en plus, que personne ne le visibilise.

"ce lieu ne peut pas être un logement gnagnagna" "vos draps ne sont pas à l'épreuve du feu gnagnagni".

Bref, armé de plus de 70 flics, la municipalité à qui appartient le bâtiment du théâtre et qui lui verse une sub de plus de 7 millions (soit environ 7 fois plus que ce qu'il faudrait pour pérenniser les dispositifs de logement, soit dit en passant), est venue nous dire qu' "aucune occupation ne serait tolérée".

Finalement, on nous a concédé deux tentes "d'exposition", pour 5 jours.

Ou on pourrait faire venir des personnes pour un accueil de jour.

Mais pas dormir.

Vous en pensez-quoi vous ?

Nous on a pensé que c'était pas acceptable. En fait, que c'était une forme de blague.

Que ce qu'on avait imaginé, c'était trop différent et différemment pensé et que les miettes qu'on nous laissait, c'était les miettes de la honte .

Alors, on se lève et on se casse.

## Ce qu'on se prend dans la gueule depuis le début de l'année 2023

Atlanta, Sainte-Soline, Genève

Le 18 janvier dernier dans la forêt Weelaunee, Manuel Terán, unx écologiste, connue sous le surnom de Tortuguita, a été tuée par la police. Iel faisait partie des militantexs qui s'opposent depuis deux ans pour protéger la forêt du sud d'Atlanta face à la construction d'une ville/centre d'entraînement de la police (la « Cop City ») et d'un studio de cinéma.

Tortuguita était l'une des « zadistes » qui occupaient le « poumon vert d'Atlanta » depuis novembre 2021. Vivant de manière permanente dans des cabanes dans les arbres, iels font face régulièrement à des raids violents organisés par la police dans le but de les disperser. Et c'est pendant l'un de ces raids que Tortuguita a été criblée de balles.

La police, après ce meurtre, a directement affirmé que c'était de la légitime défense pour répondre à des coups de feux de Tortuguita. Mais les résultats de l'autopsie apparue récemment (pratiquée par le comté de DeKalb, selon Reporterre) démontrent le contraire : l'activiste n'avait pas tiré avec une arme (aucun résidu de poudre n'a été retrouvé sur ellui), et levait les mains lorsqu'iel a été tué par 57 balles. Iel a donc été lâchement assassiné par la police.

Cet événement n'arrive pas par hasard, il découle d'un choix stratégique conscient, adopté par la plupart des États occidentaux ces derniers temps : celui d'une escalade répressive violente face à ceux qui luttent pour un monde plus juste.

Ces derniers mois, ce fut un véritable déchaînement : en plus de cet assassinat immonde, la police étasunienne a arrêté 40 militantexs anti-Cop City (dont un Français) pour des faits de « terrorisme intérieur » (d'après Le Monde). Iels encourent entre 5 et 35 ans de prisons. Les ONG de défense des droits s'indignent : « D'après les informations contenues dans les mandats d'arrêt, de nombreux individus accusés de terrorisme intérieur ne sont accusés que d'intrusion ou d'autres délits mineurs », dénonçant ainsi « une tactique d'intimidation ». Et le 7 juin, ce fut le

tour de 3 autres personnes, arrêtées par le SWAT, une unité de police militarisée, pour avoir distribué des tracts où apparaissait le nom du policier qui a tué Tortuguita. Iels encourent 20 ans d'emprisonnement déclare le média Lundi Matin.

Mais les États-Unis sont loin de faire exception. En France aussi, la police a décidé d'utiliser la méthode forte : en marquant les corps et les esprits avec des armes de guerre, et en prenant ainsi le risque de tuer. On pense notamment à la violence militaire exercée à Sainte-Soline, lors de l'action contre les mégabassines, il y a 2 mois. Certainexs d'entre nous y étaient, et aujourd'hui, nous ne nous en sommes toujours pas remis. On y a vu des grenades tirées aléatoirement dans la foule, arracher des parties de pieds, faire des trous sur des visages défigurés et sur des cuisses ou même dirigées pour atterrir à quelques mètres de médic' en trains de soigner des blessé-es. Ce jour-là, la police a mis deux personnes dans le coma et a retardé de plus d'une heure leur prise en charge par les secours, en empêchant ces derniers de se rendre sur place. Une d'entre elle sort tout juste du coma et risque de garder des séquelles à vie. Ce jour-là, il ne s'agissait pas tant d'arrêter des personnes, mais de marquer les chairs : de blesser, voir tuer pour terroriser.

Lors de ce weekend à Sainte-Soline, la police a également enfermé une personne venue depuis la Suisse. Ils l'ont arrêtée la veille de la manifestation, pour une interdiction de territoire dont cette personne n'avait jamais été notifiée. Elle a ensuite passé quatre jours dans un centre de rétention administrative (CRA) avant d'être renvoyée en Suisse, menottes au poing (source : Le Courrier). Le ministre de l'intérieur Darmanin vient d'ailleurs de réutiliser ces procédures extra-légales pour arrêter d'autres militantexs d'Italie avant une manifestation le 6 juin. C'est encore un nouveau moyen de répression horrible pour faire la chasse aux soutiens internationaux.

L'État français ne s'est jamais excusé après les mutilations de Sainte-Soline mais a préféré

déployer les grands moyens pour faire taire les détracteurices : que ce soit par des mensonges répétés ou encore par les menaces, puis finalement la dissolution des Soulèvements de la Terre. Toujours en lien, ces derniers jours, une vague de perquisitions et garde à vue a sévi en France à l'encontre de militantexs, soupçonné-e-x-s d'avoir participé à l'action de désarmement de l'usine de ciment Lafarge-Holcim. Et c'est la Sous-Direction Anti-Terroriste (SDAT) qui a ordonné leurs perquisitions. Il va sans dire que ces derniers mois l'État français est particulièrement en roue libre à l'encontre des militantexs écologistes et que son appareil répressif est vigoureusement déployé. Le tout bien huilé par des années de dispositifs antiterroristes et une rhétorique de construction de l'ennemi.

**Il ne faut surtout pas qu'on oublie que les mouvements écolos - parce que majoritairement (mais pas que) issus de la classe moyenne supérieure, majoritairement blancs, majoritairement diplômés - ont été jusque-là extrêmement préservés de la violence étatique dans leurs quotidiens et leurs chairs en comparaison à d'autres groupes sociaux plus précaires et non blancs. (ACAB tmtc).**

Ceci dit pendant ce temps LafargeHolcim et ses anciennes petites affaires avec l'État islamique continue le jeu du grand capital écocidaire sans se soucier de rien, et plusieurs pays européens pètent tour à tour un câble en montant d'un cran la criminalisation et les mesures de répression des mouvements écologistes.

La Suisse a donc aussi a décidé d'employer la méthode forte. Le cas de la détention de Jeremy\* à la prison de Champ-Dollon à Genève pendant près de trois mois en est l'exemple (lisez renverse.co). Il est accusé d'avoir saboté des véhicules et engins du géant du ciment Holcim, le plus gros pollueur de Suisse. Ils l'ont maintenu enfermé malgré un dossier ne tenant pas la route, et dans des conditions dégueulasses. C'est une intimidation, l'État cherche à dissuader tout un mouvement, à faire un cas d'exemple et à faire peur. Mais cela ne fait qu'amplifier notre détermination. Et en s'attaquant à nous plutôt qu'aux malfaiteurs responsables du désastre, ils réus-

sissent à montrer à toujours plus de militantexs dans quel camp ils se trouvent.

Pour laisser passer de telles violences dans l'opinion publique, les politiciens et certains de leurs médias se mettent à durcir le langage. Par exemple, ils parlent désormais d'éco-terrorisme pour décrire nos mouvements. Ce terme est bien sûr, complètement inadapté, même avec les actions écologistes les plus radicales. Ces éléments de langages leur permettent de justifier n'importe quoi : en effet, on ne parle pas avec des terroristes, on cherche plutôt à les éliminer.

Cette période nous remémore le choix répressif des États dans les années 2000 face au mouvement altermondialiste avec d'horribles épisodes, notamment à Göteborg et à Genève, où la police a tiré sur des manifestants, blessant 3 personnes à Göteborg et tuant Carlo Giuliani à Genève. Quelques jours plus tard, après une manifestation de très grande ampleur, fortement réprimée aussi, la police faisait un raid sur l'école Diaz, blessant sévèrement des dizaines de personnes, et torturant une partie des personnes arrêtées par la suite.

Nous sommes donc en train de vivre une période où les gouvernements des puissances capitalistes ont décidé de jouer à nouveau la carte de la répression pour essayer de faire taire toutes les voix qui se soulèvent. Parce que ces voix les font trembler, parce qu'elles se propagent. Parce que ces voix ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre de leur monde et sont prêtes à agir face à leur inaction.

Ils peuvent continuer d'essayer de nous enterrer mais ils ne savent pas que nous sommes des graines !

On aimerait conclure par le message laissé par des amis de Tortuguita qui ont enflammé plusieurs engins de chantier en réaction à son assassinat par la police :

« Que le sourire de Tortuguita soit la flamme que nous portons pour mettre le feu à cette civilisation, et qu'il soit la lumière qui nous rappelle de nous aimer sur les cendres. »

Légèrement adapté et raccourci d'un texte envoyé par des copaines, écrit pour le Colvert du Peuple.

## Dogmatisme, puritanisme, ordre moral

En février 1846, Marx et Engels prennent l'initiative de lancer un réseau de comités de correspondance communistes. Marx enverra une lettre à Proudhon : « Soyez mon correspondant et éliminez Grün<sup>1</sup>. qui n'est qu'un « charlatan » et un « parasite » ». La réponse de Proudhon, accepte avec tant de réserves la proposition de Marx qu'elle se transforme en un refus poli : « Ne nous faisons pas les apôtres d'une nouvelle religion. » « ...en un mot, je fais profession avec le public, d'un anti dogmatisme économique presque absolu ». « Après avoir démolé tous les dogmatismes a priori, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple »<sup>2</sup>.

Ce sage conseil de Proudhon aurait sans doute évité bien des perversions des régimes qui se sont inspiré du marxisme. Marx était un grand penseur dont bien des analyses étaient pertinentes. Malheureusement, son dogmatisme qu'il transmet à bon nombre de ses partisans dénaturèrent les buts émancipateurs d'un « communisme » trop autoritaire qui occulta les autres mouvements révolutionnaires. Les dérives qui s'en induisent dans bien des pays ont discrédité longtemps les mouvements sociaux, jusqu'à ce que la prise de conscience des effets négatifs du dogmatisme du capitalisme, cette fois, ne fasse ressurgir d'autres propositions sociales et environnementales.

Pourtant rien n'est gagné et certaines attitudes d'actrices et d'acteurs des mouvements contestataires me font craindre que le conseil de Proudhon ne soit toujours pas intégré dans tous les esprits. Il n'y a certes pas péril en la demeure, car, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il ne s'agit encore que d'une minorité. Comme l'était le marxisme à l'époque d'ailleurs.

Prenez l'idéologie la plus humaniste, la plus libératrice qui soit, insufflez-lui la croyance quasi religieuse qu'elle seule détient la vérité et vous en ferez, si elle s'impose, un régime totalitaire. Il n'y aura pas de justice sociale ni de changement positif de notre société sans un débat pluraliste et

la multiplication des expériences. L'absolu mène à l'absolutisme. Cette quête pourtant si souvent encensée, est la porte d'entrée du fanatisme et de l'irrationnel.

Ces traits de caractère excluent la critique et la nuance qui sont les instruments indispensables pour une bonne compréhension de la réalité et qui combattent les préjugés, les stéréotypes et les généralisations simplistes.

Le dogmatisme, l'intolérance et le puritanisme ont envahi les débats publics dans tous les milieux, mais il est encore plus regrettable que des personnes se réclamant de l'inclusivité, de la justice sociale et du respect du vivant soient également contaminées par ces fléaux à l'origine de l'autoritarisme, de la domination, des guerres et des dictatures. Évidemment, cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter de dénoncer les oppressions. Avoir une critique acerbe des systèmes d'oppression ne nous dispense pas d'être bienveillant. Paradoxalement, jamais on n'a autant souligné l'origine systémique des problèmes sociétaux, tout en culpabilisant les individus, en les désignant à la vindicte populaire en tuant la discussion par l'insulte, les jugements à l'emporte pièce, l'exclusion et le boycott. Toutes ces confréries pour la pureté de la foi, mettent à l'index et excommunient des personnes qui tirent sur la même corde qu'elles, mais qui ont l'outrecuidance de n'être pas toujours d'accord avec les docteurs de la vertu.

D'ailleurs, n'essayez pas de vous conformer à leurs exigences car comme iels ne sont pas d'accord entre elleux... de toute manière vous ferez faux ! Certaines militantes et militants en viennent à ne plus oser s'exprimer en public de peur de commettre quelque blasphème. Certes la sanction peut être rude : l'annulation, le boycott et comme pour l'excommunication au moyen âge, le boycott de ceux qui ne les boycottent pas. Ces attitudes nous divisent et éloignent les classes populaires. Rejetons le dogmatisme et l'esprit de

chapelle. Personne ne détient La Vérité. Comme dans la nature, la multiplicité des réponses est un facteur indispensable à la survie et au développement. Une stratégie efficace à une certaine époque dans un environnement donné peut s'avérer inutile ou produire des effets pervers, ailleurs et à un autre moment. Seuls les débats constructifs, sans tabous ni sectarisme peuvent nous permettre de créer les conditions nécessaires à l'émancipation de toutes et de tous. Dominés de

tous les pays et de toutes conditions, unissons-nous !

1. Grün : jeune philosophe allemand, disciple de Feuerbach avec lequel Proudhon s'est lié d'amitié, malgré nombre de divergences idéologiques.
2. Proudhon. *Textes et débats*. Pierre Ansart. Le Livre de Poche, 1984

Tiré et légèrement adapté de l'éditorial du Bulletin d'Espace Noir de mars-avril 2023, par Michel Némitz

## **Le congrès de 1872 : des résolutions encore actuelles**

*Les délégués réunis à Saint-Imier ont réaffirmé les principes du fédéralisme et de l'autonomie ouvrière, ainsi que leur opposition farouche à la participation aux institutions bourgeoises. Nous reproduisons ici leurs résolutions.*

### **PREMIÈRE RÉOLUTION**

#### **Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du Congrès de la Haye et du Conseil général**

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs ;

Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté :

Le Congrès dénie en principe le droit législatif de tous les Congrès soit généraux ou régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible; mais dans aucun cas la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant, d'autre part, que l'institution d'un Conseil général dans l'internationale est, par sa nature même et fatalement, poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être

la base fondamentale de notre grande Association ;

Considérant que les actes du Conseil général de Londres qui vient d'être dissous, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution ;

Que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ;

Que, pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le Congrès de la Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ;

Qu'un tel Congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter ;

Le Congrès des délégués des Fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de la

Haye, ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui ; et, pour sauvegarder leurs Fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jetés les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces Fédérations.

---

## DEUXIÈME RÉOLUTION

### **Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les Fédérations libres**

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays ;

Considérant qu'au sein de l'Internationale il y a une tendance, ouvertement manifestée au Congrès de la Haye par le parti autoritaire qui est celui du communisme allemand, à substituer sa domination et le pouvoir de ses chefs au libre développement et à cette organisation spontanée et libre du prolétariat ;

Considérant que la majorité du Congrès de la Haye a cyniquement sacrifié, aux vues ambitieuses de ce parti et des ses chefs, tous les principes de l'Internationale, et que le nouveau Conseil général nommé par elle, et investi de pouvoirs encore plus grands que ceux qu'il avait voulu s'arroger au moyen de la Conférence de Londres, menace de détruire cette unité de l'Internationale par ses attentats contre sa liberté ;

Les délégués des Fédérations et Sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines réunis à ce congrès ont conclu, au nom de ces Fédérations et Sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle suivant :

1° Les Fédérations et Sections espagnoles, italiennes, françaises, jurassiennes, américaines, et toutes celles qui voudront adhérer à ce pacte, auront entre elles des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque;

2° Lorsqu'une de ces Fédérations ou Sections se trouvera attaquée dans sa liberté, soit par la majorité d'un Congrès général, soit par le gouvernement ou Conseil général créé par cette majorité, toutes les autres Fédérations et Sections se proclameront absolument solidaires avec elle.

Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger.

---

## TROISIÈME RÉOLUTION

### **Nature de l'action politique du prolétariat**

Considérant :

Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;

Que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolu-



ment libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ;

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ;

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

---

## QUATRIÈME RÉOLUTION

### Organisation de la résistance du travail - Statistique

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

Cependant le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se déve-

lopper complètement dans toutes ses facultés. Tout Etat, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement, sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'Etat politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la Révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait des simples

luttés économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au Congrès de nommer une commission qui devra présenter au prochain Congrès un projet d'organisation universelle de la résistance, et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.

---

### RÉSOLUTION FINALE

Le Congrès propose d'envoyer copie de toutes les résolutions du Congrès, et du Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle, à toutes les fédérations ouvrières du monde, et de s'entendre avec elles sur les questions qui sont d'intérêt général pour toutes les fédérations libres.

Le Congrès invite toutes les fédérations qui ont conclu entre elles ce pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle, à se concerter immédiatement avec toutes les fédérations ou sections qui voudront accepter ce pacte, pour déterminer la nature et l'époque de leur Congrès international, en exprimant le désir qu'il ne se réunisse pas plus tard que dans six mois.

### Les participants au Congrès de Saint-Imier

#### *6 délégués des sections italiennes*

Michail Bakounin (1814-1876)

Carlo Cafiero (1846-1892)

Andrea Costa (1851-1910)

Errico Malatesta (1853-1932)

Giuseppe Fanelli (1827-1877)

Lodovico Nabruzzi (1846-1916)

#### *4 délégués des sections espagnoles*

Charles (Carlos) Alerini (1842-1877)

Rafael Farga-Pellicer (1844 ??-1890)

Nicolas Alonso Marselau (1840-1882)

Tomàs Gonzàles Morago (??-1885)

#### *2 délégués des sections françaises*

Camille Camet (1850-??)

Jean-Louis Pindy (1840-1917)

#### *2 délégués de la fédération jurassienne*

James Guillaume (1844-1916)

Adhémar Schwitzguébel (1844-1895)

#### *1 délégué de deux sections américaines*

Gustave Lefrançais (1826-1901)



## À la mémoire des trois internationalistes tombés à Bakhmout

*Le 19 avril dernier, trois internationalistes, Dmitry Petrov, Cooper Andrews et Finbar Cafferkey tombaient en Ukraine, en luttant contre l'impérialisme russe. Tous les trois faisaient partie du Comité de Résistance.*

*Ce texte écrit par le Comité Rojava du Jura est un hommage à ces trois internationalistes, revenant sur leur personnalité révolutionnaire et les combats qu'ils ont menés tout au long de leur vie. Publié d'abord sur serhildan.org.*

Le 19 avril dernier, trois internationalistes, Dmitry Petrov, Cooper Andrews et Finbar Cafferkey tombaient en Ukraine, en luttant contre l'impérialisme russe. Tous les trois faisaient partie du Comité de Résistance, une unité antifasciste qui écrit dans son manifeste : « *Notre tâche : unir les efforts des combattants contre l'autoritarisme en vue d'une lutte efficace pour nos idéaux et nos valeurs. Nous aspirons à influencer l'avenir de l'Ukraine et de toute la région, à protéger les libertés existantes et à contribuer à leur extension.* »

Dmitry et Finbar avaient participé à la défense de la révolution du Rojava. Cooper, Finbar et Dmitry ont tous les trois passés des dizaines d'années à lutter sur divers fronts. Ils étaient convaincus que la révolution sociale était un rêve tangible. Ils ont pris la décision consciente de risquer leur vie, sachant que cette lutte nécessiterait beaucoup de sacrifices. Pour toutes les personnes qui partagent leurs rêves, qui luttent contre l'oppression à travers le monde, il est important d'étudier leurs parcours, de comprendre leurs perspectives et de s'en inspirer.

Emmett Doyle leur fait honneur avec la chanson « *In Bakhmnut town* » enregistrée quelques jours après leur mort dont voici un extrait des paroles :

*Oh, venez, vous qui aimez la liberté, et je vais  
vous raconter une histoire  
Des camarades qui sont venus en Ukraine, en  
tant que volontaires étrangers  
De Russie, d'Amérique, d'Irlande et d'ailleurs...  
Et côte à côte, ils se sont battus et sont morts  
dans les rues de la ville de Bakhmout.*

**Dmitry Petrov**, Ilya Leshy, « Seva », « Lev », Fil Kuznetsov, est un anarchiste russe, cofondateur de l'Organisation de Combat Anarcho-Communiste (BOAK) qui mène des actions de sabotage contre les infrastructures militaires en Russie. BOAK écrit : « *Dima [Dmitry] a participé à tous les processus de création de BOAK (Organisation de Combat Anarcho-Communiste) – son travail théorique, sa formation pratique, l'organisation de l'entraînement et des actions de combat. Mais son principal mérite – et nous pensons que cela ne surprendra pas les personnes qui l'ont connu – était sa capacité à établir des liens avec d'autres personnes, avec des camarades dans son pays et à l'étranger... Il était toujours ouvert aux nouvelles personnes. Il croyait toujours en ce qu'il y avait de meilleur en elles et eux – il s'est trompé plus d'une fois, mais il a continué à croire et à chercher.* »

Dans une lettre publiée après sa mort, Dmitry écrit :

« *BOAK est notre idée, née d'une croyance en la lutte organisée. Nous avons réussi à la mener au-delà des frontières étatiques. J'ai fait de mon mieux pour contribuer à la défaite de la dictature et à la révolution sociale. Et je suis fier de mes camarades, qui ont mené et mènent encore la lutte en Russie et à l'étranger. En tant qu'anarchiste, révolutionnaire et Russe, j'ai jugé nécessaire de participer à la résistance armée du peuple ukrainien face à l'occupation de Poutine.* »

Il explique ainsi sa participation à la guerre en Ukraine :

*« Il ne s'agit pas d'une décision ou d'un geste purement individuel. Il s'agit de la poursuite de notre stratégie collective visant à construire des structures durables et à mener une guérilla contre les régimes tyranniques de notre région. »*

Militant révolutionnaire de longue date, Dmitry a joué un rôle clef dans le développement du mouvement anarchiste en Russie. Il a participé à l'attaque d'une station de police près de Moscou, un événement important qui a marqué le début d'une nouvelle génération d'actions de rébellion anarchistes. Connu en tant que militant écologiste investi dans la défense de la forêt de Khimki, Dmitry était de tous les combats et a pendant plusieurs années combiné un engagement public à un engagement clandestin. Historien passionné, il avait une analyse très fine de la société russe et beaucoup d'amour pour son peuple. Il a étudié en profondeur le processus révolutionnaire au Rojava et s'y est rendu alors que la guerre contre Daech y faisait rage en 2017. Il servi de lien entre le mouvement anarchiste russe et la révolution sociale au Rojava, notamment grâce au projet Hevale : revolution in Kurdistan.

La répression intense du mouvement anarchiste en Russie l'a forcé à l'exil en 2018 et il a décidé de s'établir en Ukraine où il a directement commencé à s'organiser. Quand le mouvement de révolte a éclaté au Bélarus, il a traversé illégalement la frontière pour rejoindre les manifestations. Selon les anarchistes du Bélarus :

*« Pendant son séjour à Minsk, il a participé à des dizaines de manifestations, a aidé à organiser un bloc anarchiste lors des manifestations et a même réussi à blesser des policiers avec leurs propres grenades assourdissantes. La nuit, alors que de nombreux Biélorusses se reposaient, Leshy [Dmitry] et d'autres camarades sont descendu-es dans les rues de Minsk et ont détruit les caméras de surveillance qui jouaient un rôle important dans l'infrastructure de répression... »*

Dmitry a écrit de nombreux textes d'analyses, dont un article intitulé La mission de l'anar-

chisme dans le monde moderne, traduit et publié par CrimethInc. Il y écrit *« Le monde moderne se caractérise par l'endormissement de la raison et la suppression des sentiments profonds, remplacés par des désirs momentanés et contrôlés depuis l'extérieur. Cet état répugne à la nature humaine ; il provoque l'insatisfaction, suivie d'une aspiration à quelque chose de différent. »* et conclut par : *« La lutte révolutionnaire organisée est la voie par laquelle nous atteindrons l'objectif décrit dans ce texte. La victoire est possible, et c'est pourquoi nous devons la remporter. »*

La vie de Dmitry est un témoignage de comment il est possible de continuer la lutte organisée même dans les conditions les plus difficiles.

**Finbar** ou heval Çiya Demhat est décrit comme *« un homme peu bavard dont chacune des paroles valaient la peine d'être écoutées »*. Quand la guerre a commencé, il a rejoint les volontaires anti-autoritaires en Ukraine en livrant de l'aide humanitaire ainsi que des véhicules sur les lignes de front. Ne supportant plus de voir mourir les personnes qu'il essayait d'aider, il a finalement décidé de s'engager sur le front. Son ami Davide Grasso écrit dans un post Facebook: *« Çiya a fait face à des contradictions pour changer le monde. Au lieu de laisser aux néolibéraux ou à l'extrême droite le soin de lutter contre l'invasion de Poutine, lui et ses camarades ont travaillé à l'élaboration d'une alternative libertaire. Pour cela, ils ont tout sacrifié. »*

Avant cela, Finbar a participé à la libération de Raqqa de l'emprise de Daech au sein des YPG. Il explique les raisons qui l'ont poussé à partir au Rojava dans un interview intitulé « Une fierté teintée de tristesse : Une interview du front » dont voici un extrait :

*« Être citoyen de l'UE, me rendait complice des horreurs perpétrées par l'État islamique sur le territoire qu'il contrôle, et cela ne me plaisait pas. Lorsque j'ai fait des recherches sur les efforts déployés au Rojava pour lutter contre le*

sectarisme et la misogynie et promouvoir une forme de démocratie d'une profondeur bien supérieure à celle que nous connaissons en Europe, j'ai vu que le combat ne se limitait pas à la situation d'urgence actuelle. Après cela, il ne restait plus qu'à décider comment je pouvais aider. J'y ai longuement réfléchi. »

Finbar a également entre autres lutté contre la construction d'un gazoduc en Irlande avec la

campagne Shell to Sea. Dans une vidéo, on le voit chanter devant la prison où un(e) autre des militant(e)s de Shell to Sea était détenu(e). Il s'était également rendu sur l'île de Kos en Grèce pour prêter assistance aux personnes migrantes.

Il avait aussi composé une chanson en hommage à cette lutte, « The lovely Glengad Strand », dont les paroles sont reproduites ici :

*The Council evicted out the camp  
They said ye'll mark the ground  
But their hypocrisy was plain to see  
for the vultures then gathered round  
it's one law for the multinationals, and another for the rest of the land  
And the dogs they started tearing up  
the lovely Glengad Strand\*  
well the pipers captain was told not to come  
and then he was told once more  
he was warned you will face trouble  
if you e'er come near our shores  
but the Shell suits whispered don't be worrying  
the guards fists will make it grand  
and so the Solitaire\* steamed from Killebegs\*  
towards the lovely Glengad Strand  
there the Dutchman looked out from his bridge  
and his heart it filled with woe  
there were trawlers, ribs and kayaks  
and a hunger strike on the shore  
the Shell bucks\* called we are waiting  
to winch your pipe to land  
but no answering signal did go in  
to the lovely Glengad strand  
the captain said boys I've seen enough  
this craic\* here it is no joke  
we'll take the sledge to the crane tonight  
and we'll let on that she has broke  
well the tears they swept down the shellboys cheeks  
they cried a weala wallia\*  
and a roar down from the hillside came  
a « hurray le Shell chun Sáile »\*  
now that battle we did win it well  
but our long war it still goes on  
it's been forced on us by gangsters  
who know the value of nothing  
sing loud the name of Shell to Sea  
our staunch and stalwart band  
for when needs be again we'll join to defend  
the lovely Glengad Strand*

**Cooper Andrews** ou Harris est un militant autonomiste noir des États-Unis. Selon les mots de sa maman: « *Il avait un rare don d'empathie et restait debout tard dans la nuit pour écouter celles et ceux qui avaient besoin d'une oreille bienveillante* ». Elle a créé une fondation dont le but est de collecter de l'argent pour les causes qui étaient chères à Cooper.

Concernant les raisons de son engagement en Ukraine, il explique: « *Une victoire de Poutine ici ne plongera pas seulement cette région dans une période sombre d'autoritarisme dont il n'y aura pas d'échappatoire, mais elle représentera également une victoire pour ceux qui cherchent à refaire le monde à l'image de l'ancien, c'est-à-dire pour ceux qui cherchent à recréer la sauvagerie de l'autoritarisme produit par ces autocrates, des fascistes sous une variété de noms. Entre nos mains, il y a un monde à gagner et un combat qui exige de grands sacrifices, mais l'alternative n'est pas envisageable. Pour nous et tous ceux qui font face à l'ombre de l'agression poutiniste, il n'y a que la victoire ou la mort. Amour et lutte.* »

Cooper s'était engagé dans les Marines afin d'acquérir une formation à l'autodéfense et de se préparer à devenir un volontaire internationaliste. En novembre 2022, il a rejoint la Légion étrangère en Ukraine et devait rentrer chez lui en mars,

mais il a décidé de continuer à se battre avec ses camarades du Comité de Résistance.

Cooper militait depuis sa jeunesse contre les violences policières et contre le fascisme, notamment par son engagement dans le centre social The Rhizome House. Il était également actif dans le Mutual Aid Disaster Relief, un réseau de secours en cas de catastrophe basé sur les principes de solidarité, d'entraide et d'action directe autonome.

Cooper, Finbar et Dmitry sont des exemples de militants infatigables, consistants, capables de surmonter les difficultés et les contradictions inhérentes à la lutte. En s'inspirant d'eux et poursuivant leurs combats nous continuons de les faire vivre.

*Şehîd namirin,*

Les martyrs ne meurent jamais.

\*Glengad strand – la partie de la côte sur laquelle Shell voulait construire le gazoduc

\*Solitaire – le nom du bateau qui était utilisé pour la construction du gazoduc

\*Killeybegs – le port d'amarrage du Solitaire

\*Shell bucks – les hommes de Shell

\*craic – argot utilisé en Irlande pour dire « marrant », « qu'est-ce qu'il se passe » ou « nouvelles »

\*weala wallia – terme de plainte en irlandais signifiant 'malheur' ou 'douleur'

\*hurray le Shell chun Sáile – « hurrah pour Shell to Sea » en irlandais



## La chorale révolutionnaire de Neuchâtel

*On a demandé aux gens qui participent à la chorale révolutionnaire de Neuchâtel, qui anime les manifestations de la région et sera présente aux Rencontres Internationales Antiautoritaires, de se présenter. Réponses à plusieurs plumes.*

Mais Romarin, ça sert à quoi une chorale révolutionnaire ?

- Une chorale, ça veut dire rencontrer et tisser des liens avec des personnes chouettes, qu'elles fassent de la musique depuis 20 ans ou n'aient jamais vu une partition de leur vie, mais qui partagent les mêmes valeurs.

- La chorale, c'est des moments musicaux, beaux, reposants, revigorants, souvent drôles, toujours dans le partage et la confiance.

- La chorale, c'est créer de l'espoir et l'exprimer dans l'union des voix qui s'élèvent, c'est partager sa colère et la transformer en souffle, c'est créer un imaginaire collectif qui porte plus loin.

- La chorale, c'est se rappeler et partager des luttes proches et plus lointaines, savoir que l'on n'est pas seul.

- La chorale, c'est savoir et pouvoir trouver des chants communs avec des inconnus que l'on croise autour d'un feu sur une colline, d'un brasero dans une forêt, sous une bâche en attendant la fin d'un orage.

- La chorale, c'est aussi essayer de laisser de la place à chacun pour s'exprimer, donner des

conseils ou en demander, sans hiérarchie ni pouvoir de connaissance.

- La chorale, c'est des super concerts, et une méga teuf quand ce système brûlera.

- La chorale, c'est faire vibrer des sentiments, incanter le futur rêvé, raconter nos luttes et nos espoirs.

- La chorale, c'est un moyen de prendre la parole, la rue, la ville, de faire résonner la voix du peuple sur les pavés, de rappeler aux dirigeants qu'on existe.

- La chorale, c'est crier nos revendications sans garde-à-vue ni procès, un espace de liberté peu ciblé par les lacrymos et les matraques.

- La chorale, c'est faire taire le bruit des bottes et réveiller les pantoufles, c'est gronder et se soulever ensemble.

- La chorale, c'est des mélodies qui restent en tête en balade, à vélo, en manif.

### Contact :

[lachoralerevolutionnaire@protonmail.com](mailto:lachoralerevolutionnaire@protonmail.com)

Le texte d'une des chansons chantées par la chorale se trouve en dernière page de ce numéro



## Les Archers du Roi – version sans-papiers

Sur l'air de la chanson d'Albert Santoni « Les Archers du Roi »

Version sans-papiers par la Bande à Rosa

Ils ont construit des prisons  
Des centres de rétention  
Pour y enfermer les sans-papiers  
Des lois contre l'immigration,  
Ils en votent à foison ;  
Ils en sortent une par saison.  
J'ai vu des contrôles abusifs,  
Des reconduites à la frontière,  
Un étai administratif  
Aux ordres de leur ministère.  
Non, ne me demandez pas  
De cautionner ces lois de l'État !  
Non, ne me demandez pas  
De cautionner cette politique-là !

Tout près de nous juste à côté,  
La force est déployée  
Pour traquer, menotter, expulser  
Des dissidents politiques,  
Des minorités ethniques,  
Des réfugiés économiques ;  
Ceux qui n'ont commis d'autres crimes  
Que de fuir l'enfer qu'ils vivaient ;  
Risquant déjà d'être victimes  
À chaque étape de leur trajet.  
Non, ne me demandez pas  
D'être indifférente à ces vies-là !  
Non, ne me demandez pas  
De l'ignorer, cette oppression-là !

Derrière chez moi, il y'avait  
Un enfant, un écolier ;  
Ses parents demandaient des papiers  
Mais un jour vingt-deux policiers  
Sont venus arrêter  
Son père qui'allait le chercher  
J'ai vu s'envoler un charter  
J'ai entendu le gosse hurler  
Ils doivent être fiers au ministère  
C'est une affaire rond'ment menée  
Non, ne me demandez pas  
De ne rien dire si j'assiste à ça !  
Non, ne me demandez pas  
De n'pas agir si j'assiste à ça !

De Vintimille à Calais  
La force s'est déployée  
Pour empêcher les migrants d'passer  
Quand sur nos écrans de télé,  
Ils jouent à s'effaroucher  
D'avant l'corps d'un enfant noyé  
Ils ont beau jeu de s'indigner,  
À chaqu'nouveau naufrage en mer  
La solution vous la connaissez,  
Il suffit d'ouvrir les frontières.  
Non, ne me demandez pas  
De m'émouvoir puis rentrer chez moi !  
Non, ne me demandez pas  
De n'pas me battre pour changer tout ça !

---

Tous les derniers mercredis du mois sauf en juillet et août, écriture de lettres  
à des prisonnières et prisonniers politiques  
à la bibliothèque éco-féministe de la Bise, rue Basse 44, Bienne

